

**CONVENTION POUR LE REMBOURSEMENT DES FRAIS ENGAGES AU TITRE DE LA RESTAURATION
COLLECTIVE MUNICIPALE**

COMMUNE DE GRASSE

**-
COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DU PAYS DE GRASSE**

ENTRE

La **COMMUNE DE GRASSE**, identifiée sous le numéro SIREN 210 600 698 et représentée par sa Conseillère Municipale déléguée aux Affaires Juridiques en exercice, **Madame Karine GIGODOT**, agissant au nom et pour le compte de ladite Commune en vertu de la délibération du Conseil Municipal n° 2024-xxx en date du 20 février 2024, transmise en Préfecture le

Ci-après dénommée **la Commune**

D'UNE PART,

ET

La **COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DU PAYS DE GRASSE (C.A.P.G.)**, identifiée sous le numéro SIRET 200 039 857 00012, sise au 57 avenue Pierre Séward – 06130 GRASSE, représentée par son Président en exercice, **Monsieur Jérôme VIAUD**, agissant au nom et pour le compte de ladite Communauté d'Agglomération en vertu de la décision n° DP2024_XXXX prise en date du XXX n° xxxxxxxxxxxx

Ci-après dénommée **la CAPG**

D'AUTRE PART,

PREAMBULE

Par convention en date du 29 novembre 2021, la commune de Grasse et le Centre Communal d'Action Sociale de la ville de Grasse ont confié à la société ELRES la gestion du service public de la restauration collective municipale pour une durée de 7 ans et 8 mois à compter du 1^{er} janvier 2022.

A la suite de la rénovation de la salle de restauration et de la cuisine du Foyer Restaurant La Rotonde, la Commune et le CCAS de Grasse ont convenu de déplacer le Restaurant Municipal au sein du Foyer Restaurant La Rotonde.

La Commune s'est engagée par la délibération n° 2023-106 à maintenir sa participation au coût des repas des agents municipaux et du CCAS, selon un montant par repas et par convive de 2,09 euros.

Par délibérations n° 2022-188 et 2022-189 en date du 6 décembre 2022, la Commune et la CAPG ont procédé à la mutualisation de leurs services techniques.

Suite à cette mutualisation, les 44 agents de ce service ayant été transférés à la CAPG ne pouvaient plus bénéficier d'un accès au restaurant municipal. Certains d'entre eux ont refusé la proposition de la CAPG de fourniture de titre-restaurant.

Il a donc été convenu que ces agents transférés à la CAPG et ayant refusé les tickets restaurant puissent continuer à accéder au Restaurant municipal de la Rotonde.

La CAPG s'étant engagée à rembourser la participation de la Commune au coût des repas de ces agents, il convient d'organiser les modalités de ce remboursement par convention.

IL EST CONVENU CE QUI SUI

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet d'organiser le remboursement par la CAPG de la participation de la Commune au coût des repas pris par les agents communaux mutualisés au sein du Restaurant Municipal de la Rotonde et ayant refusé la fourniture par la CAPG de tickets restaurant.

ARTICLE 2 : MODALITES DU REMBOURSEMENT

La Commune participe au coût de l'ensemble des repas servis par le Restaurant Municipal de la Rotonde au titre du service public de la restauration offert aux agents municipaux et du CCAS, selon un montant de 2,09 euros par repas et par convive.

Afin de permettre l'accès des agents de la Commune mutualisés qui ont refusé la proposition de la CAPG de fourniture de titres-restaurants au Restaurant Municipal, la CAPG s'est engagée à rembourser annuellement à la Commune le montant de cette participation en fonction du nombre de repas consommés par ces agents.

Ce remboursement sera effectué au début de chaque année civile, en fonction du nombre réel de repas consommés par les agents mutualisés l'année précédente et après l'émission par la Commune d'un titre de recette.

ARTICLE 3 : DUREE

La présente convention entre en vigueur à compter du 21 février 2024, pour une durée allant jusqu'à la fin de la convention valant concession de service public pour la restauration collective municipale liant la Commune et le CCAS à la société ELRES en date du 29 novembre 2021, soit 7 jours calendaires avant le début de l'année scolaire 2029-2030.

En cas de renouvellement de la convention de concession en date du 29 novembre 2021, la présente convention pourra être reconduite par voie d'avenant pour une durée ne pouvant excéder la durée de renouvellement de ladite convention de concession.

ARTICLE 4 : MODIFICATIONS

Toutes modifications de la présente convention devront faire l'objet d'avenants et seront jointes à la présente convention avec accord des parties signataires.

ARTICLE 5 : RESILIATION

La présente convention sera résiliée de plein droit à compter de la date de fin de la convention de concession de service public pour la restauration collective municipale liant la commune de Grasse et le CCAS à la société ELRES en date du 29 novembre 2021.

La présente convention sera résiliée de plein droit en cas de non-respect des engagements ou des clauses prévues dans cette convention trois mois (3) après mise en demeure adressée par lettre recommandée avec accusé de réception restée en tout ou partie sans effet.

Toute résiliation quelle qu'en soit le motif ne pourra donner lieu au versement d'une quelconque indemnité.

ARTICLE 6 : REGLEMENT DES LITIGES

En cas de différends sur l'interprétation ou l'exécution des présentes, chaque partie s'efforcera de trouver un accord amiable.

A défaut, les litiges seront portés devant les juridictions compétentes.

Fait à Grasse, en deux exemplaires originaux, le

Le Président

La Commune de Grasse
Par délégation du Maire

Jérôme VIAUD
Vice-président du Conseil départemental
des Alpes-Maritimes
Maire de la Commune de Grasse

Madame Karine GIGODOT
Conseillère Municipale déléguée
aux Affaires Juridiques